

Art. 48. Het Lid van het College, belast met Gezondheid, is belast met de uitvoering van dit ontwerpdecreet. Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 4 maart 1999.

H. HASQUIN,
Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met Begroting, Betrekking met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest,
alsook met Internationale Betrekkingen

Ch. PICQUE,
Lid van he College, belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,
Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,
Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding en met Middenklasse

E. TOMAS,
Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en -Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie,
Leerlingenvervoer en Ambtenarenzaken.

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Documenten van de Vergadering. — Ontwerpdecreet, doc. 69 (1998-1999) nr. 1. — Verslag, doc. 69 (1998-1999) nr. 2.
Integraal verslag. — Discussie en aanneming. Zitting van 12 februari 1999.

—
Bijlage

**Jaarbasis van de loonschalen (100 % niet-geïndexeerd)
die van toepassing zijn op de Franse Gemeenschapscommissie voor de coördinatiecentra**

Anciënniteit	Directiepersoneel	Coördinator	Administratief personeel
0	894 362	664 107	591 305
1	938 175	712 448	637 853
2	938 175		637 853
3	977 431	733 929	648 596
4	977 431		648 596
5	1 016 687	755 410	662 914
6	1 016 687		662 914
7	1 055 932	860 898	691 559
8	1 055 932		691 559
9	1 095 188	882 804	720 205
10	1 109 793	897 407	734 522
11	1 149 038	919 314	759 584
12	1 149 038		759 584
13	1 188 294	941 220	784 829
14	1 188 294		784 829
15	1 227 539	963 126	810 381
16	1 227 539	1 038 585	810 381
17	1 266 795	1 060 491	835 944
18	1 266 795		835 944
19	1 306 041	1 082 397	861 507
20	1 306 041		861 507
21	1 345 297	1 104 304	887 060
22	1 345 297		887 060
23	1 384 542	1 126 210	912 623
24	1 384,542		912 623
25	1 384 542	1 148 117	938 175
26	1 384 542		938 175
27	1 384 542	1 170 023	963 738
28	1 384 542		963 738
29	1 384 542		989 291
30	1 384 542		989 291
31	1 384 542		989 291

F. 99 — 974

[S - C - 99/31162]

4 MARS 1999. — Décret relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté le 12 février 1999, et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par « personne handicapée » toute personne qui remplit les conditions fixées à l'article 5 du présent décret.

Sans préjudice des accords de coopération avec les autres Régions ou Communautés compétentes, le Collège peut assortir des conditions liées à la résidence le bénéfice de tout ou partie des dispositions du présent décret.

Art. 3. Pour favoriser l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, des aides et des conseils leur sont accordés, ainsi qu'aux centres, entreprises et services qui les accueillent.

La Commission communautaire française, ci-après dénommée la Commission, assure la promotion de l'information des personnes handicapées et sensibilise l'opinion publique, notamment en réunissant et en diffusant toute documentation utile à cet effet.

Art. 4. Les interventions financières accordées en vertu du présent décret sont octroyées en tenant compte des autres interventions dont les personnes handicapées, les centres, entreprises et services qui les accueillent pourraient bénéficier en application d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires ayant le même objet.

Si le cumul de ces autres interventions avec celles accordées en vertu du présent décret a pour effet de couvrir plus de 100 % des frais réellement encourus, le montant des interventions octroyées par les Services du Collège est réduit à due concurrence.

Art. 5. L'appellation « centre de réadaptation fonctionnelle », « service d'accompagnement pédagogique », « service d'accompagnement », « service d'interprétation pour sourds », « entreprise de travail adapté », « centre de jour » ou « centre d'hébergement » est réservée au centre, entreprise ou service agréé conformément au présent décret.

La mention de l'agrément doit être affichée à un endroit visible de l'extérieur et doit figurer sur tous les documents, affiches et publications du centre, de l'entreprise ou du service.

CHAPITRE II. — *Les personnes handicapées*

Section 1re. — L'admission des personnes handicapées

Art. 6. Pour être admise au bénéfice des dispositions du présent décret, toute personne handicapée doit remplir les conditions suivantes :

a) présenter un handicap qui résulte d'une limitation d'au moins 30 % de sa capacité physique ou d'au moins 20 % de sa capacité mentale. Par handicap, il faut entendre le désavantage social résultant d'une déficience ou d'une incapacité qui limite ou empêche la réalisation d'un rôle habituel par rapport à l'âge, au sexe, aux facteurs sociaux et culturels.

Si un handicap est manifestement constaté sans que l'un des taux mentionnés ci-dessus ne soit atteint, la personne peut néanmoins être admise au bénéfice des dispositions du présent décret compte tenu des répercussions effectives de la limitation constatée.

Le handicap est pris en considération sur base d'une évaluation réalisée par l'équipe pluridisciplinaire mise en place en vertu de l'article 10 du présent décret.

Il peut faire l'objet d'une réévaluation.

Cette évaluation peut se fonder sur des données d'examen pluridisciplinaires qui auraient déjà été rassemblées en vue d'obtenir le bénéfice d'autres dispositions fédérales, communautaires ou régionales en faveur des personnes handicapées.

b) ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans accomplis au moment de la demande d'admission;

c) être de nationalité belge ou être de statut apatride ou réfugié reconnu ou être travailleur d'un État membre de la Communauté européenne, ou y être assimilé en vertu du droit international.

La personne qui ne répond pas aux conditions de nationalité, peut néanmoins bénéficier des prestations prévues par le présent décret pour autant qu'elle justifie d'une période de domiciliation régulière et ininterrompue de cinq ans en Belgique, précédant sa demande d'admission.

La période de domiciliation régulière et ininterrompue n'est pas exigée pour le conjoint ou le cohabitant ou le parent à charge d'une personne qui justifie d'une durée de domiciliation requise ou qui ne doit pas en justifier.

Art. 7. Le Collège peut étendre l'application du présent décret à d'autres catégories de personnes handicapées en dérogeant aux conditions inscrites aux alinéas b) et c) de l'article 6 du présent décret.

Art. 8. La demande d'admission de la personne handicapée signée par elle, par son représentant légal ou par le juge de la jeunesse doit être établie sur un formulaire conforme au modèle fixé par les Services du Collège.

Cette demande comprend un formulaire médical portant sur la description de la déficience et ses répercussions en terme d'incapacité et de handicap. Ce formulaire est complété par un médecin choisi par le demandeur.

Art. 9. Les Services du Collège envoient au demandeur un accusé de réception dans les dix jours de l'introduction de la demande. En même temps, les Services du Collège demandent aux administrations communales les renseignements nécessaires à l'instruction de la demande afin de vérifier les conditions d'âge, de nationalité et de domiciliation en Belgique.

Les Services du Collège réclament au demandeur toutes les données nécessaires à l'instruction de sa demande.

Art. 10. Pour statuer sur la demande d'admission de la personne handicapée, le Collège met en place au sein de ses Services un organe composé de trois fonctionnaires de niveau 1 : un fonctionnaire habilité à porter le titre de psychologue, un fonctionnaire portant le titre de docteur en médecine, chirurgie et accouchement et un fonctionnaire affecté au sein du Service qui traite les demandes d'admission des personnes handicapées. Cet organe est appelé « équipe pluridisciplinaire ». Il prend sa décision de manière collégiale.

Le Collège peut mettre en place plusieurs équipes pluridisciplinaires en fonction des nécessités.

Art. 11. Quand l'équipe pluridisciplinaire ne dispose pas de tous les éléments pour statuer, elle invite le demandeur à passer :

— soit un examen par un médecin agréé au titre de spécialiste que le demandeur choisit librement;

— soit un examen par un psychologue reconnu que le demandeur choisit librement sur une liste tenue par le Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes.

Le Collège détermine les conditions que les psychologues doivent remplir pour être reconnus.

Les Services du Collège sont chargés de notifier au demandeur que sa demande est complète.

Art. 12. Dans un délai ne dépassant pas trente jours à compter du moment où elle dispose de toutes les informations nécessaires, l'équipe pluridisciplinaire statue sur l'admission de la personne handicapée. La décision lui est notifiée sous pli recommandé à la poste. Cette notification précise la date d'admission qui ne peut être antérieure à la date de réception de la demande.

Art. 13. Les dépenses occasionnées par la réalisation des examens prévus à l'article 11 du présent décret sont remboursées dans les limites et selon les modalités fixées par le Collège. Aucune intervention dans le coût de ces examens ne peut être réclamée à la personne handicapée.

Section 2. — Le processus global d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Art. 14. Une personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du présent décret peut introduire une demande d'aide, d'intervention ou de conseil. Cette dernière est signée par la personne handicapée, par son représentant légal ou par le juge de la jeunesse.

Les Services du Collège réclament au demandeur toutes les données nécessaires à l'instruction de sa demande. Ils informent également le demandeur de la possibilité pour ce dernier de se faire assister par toute personne de son choix.

L'équipe pluridisciplinaire prévue à l'article 10 du présent décret est compétente pour statuer sur cette demande. Elle prend sa décision de manière collégiale en concertation avec la personne handicapée. A sa demande, celle-ci ou son représentant légal assiste à la réunion au cours de laquelle son processus global est établi.

La personne handicapée et l'équipe pluridisciplinaire peuvent inviter toute personne à participer à cette réunion.

Art. 15. La décision de l'équipe pluridisciplinaire établit, complète ou modifie le processus global d'intégration sociale et professionnelle de la personne handicapée, dénommé ci-après le processus.

Ce processus détermine les aides et les interventions accordées à la personne handicapée et contient des conseils en vue de favoriser son intégration au sein de la société en tenant compte de sa demande, de ses capacités et de ses besoins.

Art. 16. Le processus peut porter sur :

- 1° tout aide individuelle telle que reprise à la Sous-section première de la Section 3 du Chapitre II;
- 2° la formation professionnelle;
- 3° l'insertion professionnelle;
- 4° l'accompagnement et l'aide précoce;
- 5° l'accueil de jour;
- 6° l'hébergement.

Art. 17. En vue de prendre sa décision, l'équipe pluridisciplinaire peut inviter la personne handicapée à se soumettre à un examen réalisé par un centre d'orientation spécialisée agréé par le Collège.

La personne handicapée choisit librement le centre auprès duquel elle souhaite se présenter.

Aucune intervention dans le coût de cet examen ne peut lui être réclamée.

Art. 18. Les centres d'orientation spécialisée agréés par le Collège ont pour mission de donner à l'équipe pluridisciplinaire, à sa demande, un bilan médical, psychologique, pédagogique et social de la personne handicapée, proposant les dispositions utiles pour favoriser son intégration sociale et professionnelle.

Art. 19. Le Collège détermine le contenu de l'examen d'orientation, les montants et les modalités de remboursement de celui-ci.

Art. 20. Les centres d'orientation spécialisée agréés par le Collège sont constitués soit sous la forme d'une a.s.b.l. ou au sein d'une a.s.b.l., soit organisés par la Commission ou par une université.

Le Collège fixe les conditions et les procédures d'agrément, de renouvellement, de refus et de retrait d'agrément des centres d'orientation spécialisée.

Art. 21. La décision qui fixe, complète ou modifie le processus est prise dans les trente jours à compter du jour où l'équipe pluridisciplinaire dispose de tous les renseignements nécessaires. Les Services du Collège sont chargés de notifier au demandeur que sa demande est complète.

Elle précise la date à partir de laquelle la prestation est accordée, sans précéder le jour à partir duquel la personne handicapée est admise au bénéfice des dispositions du présent décret.

Cette décision est notifiée dans les quinze jours à la personne handicapée ou à son représentant légal sous pli recommandé à la poste. Le cas échéant elle indique :

- 1° la nature, le nombre et la durée des prestations pour lesquelles une intervention est accordée;
- 2° la catégorie de handicap visée à l'article 3, 7°, du décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;
- 3° le montant de l'intervention accordée;
- 4° la contribution financière de la personne handicapée.

Art. 22. Les Services du Collège veillent, en concertation avec la personne handicapée, à la réalisation et au suivi du processus.

Art. 23. Le Collège détermine les conditions et modalités particulières d'admission et d'établissement du processus.

Section 3. — Les mesures et interventions en faveur des personnes handicapées

Sous-section 1re. — L'intégration sociale

Art. 24. En vue de favoriser l'intégration sociale des personnes handicapées, le Collège détermine les conditions d'interventions :

1° dans les frais de déplacement à condition que la personne handicapée soit incapable, par suite de sa déficience, d'utiliser seule un moyen de transport en commun;

2° dans le coût des aides matérielles, des aides pédagogiques, des aides à la communication, des aménagements mobiliers et immobiliers ou de toute autre aide individuelle, nécessaires à l'intégration de la personne handicapée.

Le Collège fixe les montants maxima d'intervention par type d'aide ainsi que les modalités d'intervention par ses services.

Il détermine les conditions d'intégration sociale que la personne handicapée doit remplir pour bénéficier des interventions reprises à l'article 24, 2°, du présent décret.

Art. 25. Ces interventions sont uniquement accordées à la personne handicapée pour couvrir les frais qui, en raison de sa déficience, sont indispensables à son intégration.

Ces frais doivent constituer des dépenses supplémentaires par rapport à celles encourues par une personne valide dans des circonstances identiques.

Sous-section 2. — L'intégration professionnelle

Art. 26. En vue de favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées, le Collège détermine les conditions et les modalités permettant à ses services:

1° d'agréer un contrat d'adaptation professionnelle conclu entre une personne handicapée ou son représentant légal et un employeur;

2° d'accorder une « prime d'insertion » à l'employeur qui consiste en une intervention dans la rémunération et les charges sociales du travailleur handicapé, en vue de compenser sa perte de rendement;

3° d'accorder une « prime d'installation » à la personne handicapée qui, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, s'installe en qualité d'indépendant ou qui reprend son activité d'indépendant après une interruption provoquée par un accident ou une maladie ou qui tente de maintenir son activité professionnelle mise en péril par sa déficience et dont la perte de rendement doit être compensée;

4° d'accorder à l'employeur une intervention dans les frais d'adaptation du poste de travail justifiée par la déficience du travailleur en vue, soit d'engager une personne handicapée, soit de favoriser l'accession du travailleur à une fonction qui répond mieux à ses capacités, soit de maintenir au travail une personne qui devient handicapée;

5° d'autoriser la mise au travail en entreprise de travail adapté telle que définie à la sous-section 4 du chapitre III du présent décret.

Art. 27. Le contrat d'adaptation professionnelle contient:

1° l'identité et le domicile des parties;

2° la date du début du contrat et sa durée;

3° l'objet du contrat;

4° la nature et les étapes de l'adaptation professionnelle telles qu'elles ont été convenues entre la personne handicapée, l'employeur et le délégué des Services du Collège;

5° les obligations respectives des parties;

6° les dispositions relatives aux causes de suspension et d'extinction du contrat.

Art. 28. La personne handicapée ayant conclu un contrat d'adaptation professionnelle bénéficie d'une rémunération à charge de l'employeur. Les Services du Collège remboursent une partie de cette rémunération.

Le Collège en fixe le montant et détermine le modèle du contrat.

Art. 29. La décision relative à l'octroi d'une prime d'insertion fixe le pourcentage d'intervention dans la rémunération payée par l'employeur. Il équivaut à la perte objective de rendement du travailleur.

Art. 30. La décision relative à l'octroi d'une prime d'installation détermine l'intervention équivalente à un pourcentage du revenu mensuel minimum moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 conclue au sein du Conseil national du Travail.

Art. 31. La décision relative à l'adaptation d'un poste de travail couvre l'intégralité des frais réellement exposés. Si l'adaptation consiste en l'achat d'un matériel d'un type spécialement adapté pour le travailleur, l'intervention ne couvre que la différence entre le coût de ce type de matériel et celui du type standard.

Art. 32. Le Collège fixe le nombre minimal de personnes handicapées qui doivent être occupées par ses Services et par les organismes d'intérêt public qui dépendent de la Commission communautaire française.

CHAPITRE III. — Les centres, entreprises et services accueillant des personnes handicapées

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 33. Si, pour exécuter le processus établi en concertation avec une personne handicapée, une intervention est accordée par les Services du Collège à un centre, une entreprise ou un service qui l'accueille, l'octroi de l'intervention fait l'objet d'une décision de l'équipe pluridisciplinaire.

Art. 34. La demande d'intervention est introduite par le centre, l'entreprise ou le service.

La décision est prise dans les trente jours à compter de celui où l'équipe pluridisciplinaire dispose de tous les renseignements nécessaires.

Elle précise la date à partir de laquelle l'intervention est accordée, sans précéder le jour à partir duquel la personne handicapée concernée est admise au bénéfice des dispositions du présent décret.

Cette décision est notifiée dans les quinze jours au centre, à l'entreprise ou au service concerné sous pli recommandé à la poste. Le cas échéant, elle indique la nature, le nombre et la durée des prestations pour lesquelles une intervention est accordée, le montant de celle-ci ainsi que la contribution financière qui peut être réclamée à la personne handicapée.

Le Collège détermine les modalités particulières de prise de décision.

La personne handicapée est informée de cette décision.

Art. 35. Le Collège agréé des centres, des entreprises ou services spécifiques chargés d'assurer des missions qui ne sont pas remplies par les structures ordinaires.

Dans tous les cas, le libre choix de la personne handicapée est assuré.

Les centres, entreprises ou services doivent être accessibles à chacun, quelle que soit son appartenance idéologique, philosophique, religieuse ou son orientation sexuelle, et n'exercer aucune pression sur les bénéficiaires.

L'inscription de la personne handicapée ne peut en aucun cas être conditionnée à une contrepartie en espèce ou en nature.

Art. 36. Le Collège fixe les modalités d'introduction et d'instruction des demandes d'agrément. Il fixe également les règles et conditions selon lesquelles l'agrément peut être accordé, prolongé, refusé, suspendu ou retiré.

Le Collège peut fixer un quota pour chaque type de centres, d'entreprises ou de services agréés.

L'agrément est limité dans le temps. Il est prolongé dans le respect des conditions initiales d'agrément.

Art. 37. Le Collège fixe de manière distincte pour chaque type de centres, d'entreprises ou de services spécifiques aux personnes handicapées des normes d'agrément qui portent sur :

- 1° l'infrastructure;
- 2° l'organisation et le fonctionnement;
- 3° le nombre et le niveau de qualification du personnel ainsi que sa formation continuée;
- 4° le nombre et le type de personnes handicapées;
- 5° la gestion, la comptabilité et les rapports à établir par le centre, l'entreprise ou le service;
- 6° les relations entre le centre, l'entreprise ou le service et la personne handicapée.

Art. 38. Des subventions peuvent être octroyées aux centres, entreprises ou services agréés aux conditions et selon les modalités d'octroi et de liquidation déterminées par le Collège.

Section 2. — Les centres, entreprises ou services agréés

Sous-section 1re. — Les centres de réadaptation fonctionnelle

Art. 39. Les centres de réadaptation fonctionnelle agréés par le Collège sont constitués sous la forme d'une a.s.b.l. ou au sein d'une a.s.b.l. ou organisés par la Commission; en outre, ils doivent avoir conclu une convention avec le Comité de l'Assurance soins de santé institué auprès du service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie invalidité compétent en matière de prise en charge des frais de prestations de réadaptation fonctionnelle.

Quand ils sont organisés au sein d'un hôpital, celui-ci doit être agréé par le Collège.

Quand ils sont organisés au sein d'une a.s.b.l. ou d'un hôpital, leur activité doit être distincte de toutes les autres activités de l'a.s.b.l. ou de l'hôpital, tant sur le plan des travailleurs, de la gestion administrative que des comptes.

Art. 40. Les centres de réadaptation fonctionnelle ont pour mission l'amélioration des fonctions motrices sensorielles ou psychiques par la mise en œuvre de techniques médicales et paramédicales spécifiques à chaque catégorie de personnes handicapées. Dans ce cadre, ils offrent une prise en charge globale tant au niveau physique que psychologique et social.

Art. 41. Des subventions sont octroyées aux centres de réadaptation fonctionnelle en matière de personnel, de fonctionnement et d'investissement. Ces subventions tiennent compte du personnel paramédical chargé de la réadaptation, de la formation continuée qu'il suit, des activités d'information aux personnes handicapées et de l'équipement acquis.

Sous-section 2. — Les services d'accompagnement pédagogique

Art. 42. Les services d'accompagnement pédagogique agréés par le Collège sont constitués sous la forme d'une a.s.b.l. ou au sein d'une a.s.b.l. ou faisant partie d'une université ou organisés par la Commission.

Art. 43. Les services d'accompagnement pédagogique ont pour missions :

- 1° l'encadrement pédagogique de personnes handicapées qui suivent des études supérieures ou une formation professionnelle qualifiante telle que définie par le Collège;
- 2° l'accompagnement psychopédagogique de ces personnes, à l'exclusion de toute intervention thérapeutique;
- 3° l'information du corps professoral, des autres étudiants ou stagiaires concernant les besoins particuliers de la personne handicapée;
- 4° la médiation entre les étudiants ou stagiaires et les personnes qui assurent l'encadrement.

Sous-section 3. — Les services d'accompagnement

Art. 44. Les services d'accompagnement agréés par le Collège sont constitués sous forme d'a.s.b.l. ou au sein d'une a.s.b.l. ou organisés par la Commission. Lorsqu'ils sont organisés au sein d'une a.s.b.l., leur activité doit être distincte de toutes les autres activités de l'a.s.b.l., tant sur le plan des travailleurs, de la gestion administrative que des comptes.

Art. 45. Ils ont pour missions :

- 1° lorsqu'ils accueillent des enfants handicapés en bas âge et leur famille, parfois même avant la naissance, d'assurer une aide précoce, soit une aide éducative, psychologique et sociale à l'enfant et à sa famille ainsi qu'une aide technique par un soutien individualisé à domicile et dans les différents lieux de vie;

2° lorsqu'ils accompagnent l'enfant handicapé en âge scolaire, d'assurer un prolongement à l'aide précoce élaborée pour les enfants en bas âge en accentuant petit à petit la relation enfant-famille-école et d'encadrer la scolarité au niveau psychologique, identitaire et relationnel;

3° lorsqu'ils accompagnent l'adulte handicapé, de l'aider à conserver ou à acquérir son autonomie par un soutien individualisé dans les actes de la vie quotidienne. Ils orientent la personne handicapée vers les services qui peuvent lui être utiles et l'accompagnent dans ses démarches auprès de ces services sans pour autant se substituer à l'action de ceux-ci;

4° lorsqu'ils assurent le placement familial, d'organiser conjointement à l'accompagnement, la recherche et la sélection de familles d'accueil.

De plus, ils participent à une sensibilisation collective au handicap des professionnels et de toute personne en relation avec la personne handicapée.

Art. 46. Par dérogation aux articles 6 et 12 du présent décret, les services d'accompagnement peuvent accueillir des personnes handicapées qui n'ont pas encore introduit leur demande d'admission. Dans ce cas, ils proposent à la personne handicapée d'accomplir cette démarche.

Dans le cadre de l'aide précoce, cette démarche est reportée au moment où le handicap de l'enfant peut être déterminé.

Art. 47. Par dérogation à l'article 33 du présent décret, une décision de l'équipe pluridisciplinaire n'est pas obligatoire pour bénéficier d'un accompagnement.

Art. 48. Les articles 46 et 47 du présent décret ne s'appliquent pas dans le cas où un service d'accompagnement assure la mission de placement familial.

Art. 49. Des subventions sont octroyées aux services d'accompagnement en matière de personnel, de formation, de fonctionnement, de frais de déplacements et de prestations de services. Elles tiennent compte des missions assurées par le service telles que définies à l'article 45 du présent décret et du nombre de personnes accompagnées.

Lorsqu'ils assurent le placement familial, une subvention complémentaire destinée à la famille d'accueil est accordée.

En outre, des subventions peuvent être octroyées pour certaines missions annexes à l'accompagnement.

Art. 50. Une contribution financière est réclamée à la personne handicapée. Le Collège en fixe le montant.

Dans le cadre du placement familial, cette contribution est déduite des subventions prévues à l'article 49 du présent décret.

Sous-section 4. — Les services d'interprétation pour sourds

Art. 51. Les services d'interprétation pour sourds agréés par le Collège sont constitués sous la forme d'une a.s.b.l., au sein d'une a.s.b.l. ou organisés par la Commission.

Lorsqu'ils sont organisés au sein d'une a.s.b.l., leur activité doit être distincte de toutes les autres activités de l'a.s.b.l., tant sur le plan des travailleurs, de la gestion administrative que des comptes.

Art. 52. Les services d'interprétation pour sourds ont pour missions:

1° d'établir une liste d'interprètes en langue des signes ou pour toute autre aide à la communication; cette liste est approuvée par le Collège; seuls ces interprètes sont reconnus pour assurer des prestations d'interprétariat remboursables par les Services du Collège selon les modalités et les conditions fixées par le Collège;

2° d'établir, avec chaque interprète, une convention qui garantit aux sourds un service de qualité pour un prix défini;

3° d'organiser la formation continuée des interprètes;

4° d'assurer un rôle de médiation entre les sourds et les interprètes;

5° de gérer les demandes des sourds en matière d'interprétation par un service d'appels centralisés.

Art. 53. Des subventions sont octroyées aux services d'interprétation pour sourds en matière de personnel et de fonctionnement.

Sous-section 5. — Les entreprises de travail adapté

Art. 54. Les entreprises de travail adapté sont des entreprises destinées par priorité aux personnes handicapées admises au bénéfice des dispositifs régionaux ou communautaires d'intégration et qui, compte tenu de leurs capacités professionnelles, sont aptes à mener une activité professionnelle, mais ne peuvent l'exercer, provisoirement ou définitivement, dans des conditions habituelles de travail.

Art. 55. Chaque entreprise de travail adapté est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 dont elle est le seul objet social.

Le Collège peut agréer des entreprises de travail adapté constituées sous la forme d'une société à finalité sociale dont les statuts stipulent que les associés ne recherchent aucun bénéfice patrimonial au sens de la loi du 13 avril 1995. Le Collège peut assortir de conditions particulières l'agrément des entreprises de travail adapté constituées sous cette forme.

Art. 56. Les entreprises de travail adapté ont pour objectifs prioritaires :

1° d'assurer à toute personne handicapée un travail utile et rémunérateur;

2° de permettre à la personne handicapée de se perfectionner professionnellement et de valoriser ses compétences.

Art. 57. Les personnes handicapées occupées dans les entreprises de travail adapté sont engagées dans les liens d'un contrat de travail ou, si la gravité du handicap le justifie, d'un contrat d'adaptation professionnelle décrit aux articles 26 à 28 du présent décret.

Art. 58. Les entreprises de travail adapté sont organisées de manière à tenir compte des capacités professionnelles de chaque personne handicapée qui y est occupée, par une répartition adéquate des tâches et par une adaptation du rythme et des conditions de travail.

Art. 59. Des subventions sont octroyées aux entreprises de travail adapté en matière:

1° d'investissement;

2° d'encadrement, d'accompagnement et de rémunération des travailleurs handicapés.

Ces subventions tiennent compte des capacités professionnelles de chaque travailleur handicapé déterminées par les Services du Collège en concertation avec l'entreprise, ainsi que du nombre de travailleurs handicapés admis dans l'entreprise.

Sous-section 6. — Les centres de jour

Art. 60. Les centres de jour agréés par le Collège sont constitués sous forme d'a.s.b.l. ou au sein d'une a.s.b.l. ou organisés par la Commission. Lorsqu'ils sont organisés au sein d'une a.s.b.l., leur activité doit être distincte de toutes les autres activités de l'a.s.b.l., tant sur le plan des travailleurs, de la gestion administrative que des comptes.

Art. 61. Les centres de jour ont pour mission d'accueillir en journée, y compris le repas de midi, les personnes handicapées en assurant une prise en charge médicale, psychologique, paramédicale, sociale et éducative qui vise à leur permettre d'atteindre ou de préserver la plus grande autonomie possible et un niveau optimal d'intégration familiale et sociale.

Les centres de jour accueillent soit des personnes handicapées mineures scolarisées ou non, soit des personnes handicapées majeures qui ne peuvent s'intégrer dans un lieu de formation ou de travail, adapté ou non.

Art. 62. Les centres de jour élaborent un projet collectif comprenant les caractéristiques, les objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour accomplir leurs missions.

Le Collège fixe le canevas de ce projet.

Art. 63. Des subventions sont octroyées en matière de :

1° fonctionnement;

2° frais personnalisés;

3° transport collectif;

4° personnel;

5° formation continuée du personnel;

6° infrastructure.

Ces subventions sont fixées en tenant compte du handicap et du nombre de personnes accueillies.

Art. 64. Une contribution financière est réclamée à la personne handicapée. Le Collège en fixe le montant.

Cette contribution est déduite des subventions prévues à l'article 63 du présent décret.

Sous-section 7. — Les centres d'hébergement

Art. 65. Les centres d'hébergement agréés par le Collège sont constitués sous forme d'a.s.b.l. ou au sein d'une a.s.b.l. ou organisés par la Commission. Lorsqu'ils sont organisés au sein d'une a.s.b.l., leur activité doit être distincte de toutes les autres activités de l'a.s.b.l., tant sur le plan des travailleurs, de la gestion administrative que des comptes.

Art. 66. Les centres d'hébergement ont pour mission d'accueillir les enfants ou les adultes handicapés, en soirée, la nuit, y compris le repas du matin ainsi que la journée lorsque l'activité de jour habituelle n'est pas organisée ou que la personne handicapée ne peut s'y rendre.

Art. 67. Outre le logement, l'alimentation et l'entretien, ils assurent :

1° pour les enfants handicapés, un cadre de vie familiale, un suivi pédagogique, psychologique et social ainsi qu'un apprentissage de la gestion de la vie quotidienne;

2° pour les adultes handicapés, un accompagnement psychosocial et éducatif, une aide pour leur intégration sociale et professionnelle, un apprentissage de la gestion de la vie quotidienne en ce compris la gestion des temps libres;

3° par dérogation aux 1° et 2°, les centres peuvent introduire un projet spécifique d'accueil de court séjour ou de séjour de crise. Ce projet est soumis à l'avis du Conseil consultatif.

Lorsque la personne handicapée n'est pas accueillie dans un centre de jour ou lorsqu'elle ne peut s'y rendre le centre d'hébergement peut se substituer au centre de jour pour ce qui concerne la prise en charge médicale et paramédicale.

Art. 68. Les centres d'hébergement élaborent un projet collectif comprenant les caractéristiques, les objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour accomplir leurs missions.

Le Collège fixe le canevas de ce projet.

Art. 69. Des subventions sont octroyées en matière de :

1° fonctionnement;

2° frais personnalisés;

3° personnel;

4° formation continuée du personnel;

5° infrastructure.

Ces subventions sont fixées en tenant compte du handicap et du nombre de personnes accueillies.

Art. 70. Une contribution financière est réclamée à la personne handicapée. Le Collège en fixe le montant.

Cette contribution est déduite des subventions prévues à l'article 69 du présent décret.

CHAPITRE IV. — Recours

Art. 71. Sans préjudice de la compétence des juridictions du travail, les décisions prises en application des articles 12 et 21 du présent décret peuvent être revues à la demande de la personne handicapée, introduite dans le mois de la notification de ladite décision. Cette procédure fait l'objet d'une nouvelle décision notifiée à la personne handicapée. Le Collège arrête les modalités de cette procédure de réexamen.

CHAPITRE V. — *Surveillance*

Art. 72. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Collège surveillent l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution. Ils prêtent serment en cette qualité.

Ces fonctionnaires peuvent dans l'exercice de leurs missions :

1° procéder à tous examens, contrôles, enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires :

a) en interrogeant toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) en se faisant produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé.

2° dresser des procès-verbaux de constatation qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est transmise aux intéressés dans les quatorze jours de la constatation.

CHAPITRE VI. — *Dispositions pénales*

Art. 73. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement, l'employeur, ses préposés ou mandataires qui auront contrevenu aux dispositions des arrêtés pris en exécution du présent décret ou fait obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 74. Sera punie d'une amende de 1 000 à 3 000 francs toute personne physique qui, même en tant qu'organe ou préposé d'une personne morale, utilise l'une ou plusieurs des appellations suivantes : « centre de réadaptation fonctionnelle », « service d'accompagnement pédagogique », « service d'accompagnement », « service d'interprétation pour sourds », « entreprise de travail adapté », « centre de jour » et « centre d'hébergement », et cela en violation de l'article 5.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 75. Sont abrogés :

1° dans la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, l'article 17, modifié par le décret de la Communauté française du 21 décembre 1992, et l'article 18, modifié par l'arrêté royal n° 27 du 29 juin 1967 et par le décret de la Communauté française du 21 décembre 1992;

2° dans l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, l'article 1^{er} bis, inséré par le décret de la Communauté française du 28 juillet 1992, l'article 1^{er} ter, inséré par le décret de la Communauté française du 26 juin 1992, l'article 3, §§ 2 à 7, modifié par le décret de la Communauté française du 26 juin 1992, les articles 8, 9, 13, 14, 15, 16 et 17;

3° le décret du Conseil de la Communauté française du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services de l'aide précoce aux enfants handicapés;

4° le décret du Conseil de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

5° le décret du Conseil de la Communauté française du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes;

6° dans le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, les articles 1^{er} à 4, l'article 6, modifié par le décret du 23 janvier 1997, les articles 7, 8, 20, 21, 22, 23, 29, 30 et 31;

7° le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 visant à instaurer un droit à la traduction gestuelle pour les personnes sourdes;

8° le décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

9° le décret de la Commission communautaire française du 20 février 1997 relatif à la reconnaissance de handicap, à l'inscription dans un centre ou un service pour personnes handicapées et à la demande d'intervention de la Commission communautaire française.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires*

Art. 76. Les demandes introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, en vue de pouvoir bénéficier des dispositions du décret de la Commission du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, restent valables. Elles sont instruites selon les dispositions du présent décret.

Les décisions du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées notifiées avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, restent en vigueur.

Art. 77. Les demandes de prise en charge en internat, semi-internat, home, centre de jour ou service de placement familial, introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret restent valables et sont instruites selon les dispositions applicables avant cette date.

Les décisions de prise en charge en internat, semi-internat, home, centre de jour ou service de placement familial, notifiées avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, restent en vigueur.

Art. 78. Les arrêtés d'exécution et les décisions réglementaires adoptés en vertu du décret de la Commission du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et du décret de la Commission du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées restent en vigueur jusqu'au moment où ils seront modifiés ou abrogés par le Collège.

Art. 79. Les arrêtés d'exécution pris en vertu de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés et du décret de la Commission du 20 février 1997 relatif à la reconnaissance de handicap, à l'inscription dans un centre ou un service pour personnes handicapées et à la demande d'intervention de la Commission communautaire française restent en vigueur jusqu'au moment où ils seront modifiés ou abrogés par le Collège.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 80. Dans le décret du 18 décembre 1998 relatif à la création d'un service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, le mot « infrastructures », à l'article 2, 2^e phrase, est complété par les termes « des centres de jour et des centres d'hébergement ».

Art. 81. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} janvier 1999.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 4 mars 1999.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,
ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement,
de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*
Documents de l'Assemblée. — Projet de décret, doc 75 (1998-1999) n° 1. — Rapport, doc 75 (1998-1999) n° 2.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 février 1999.

—————
VERTALING

N. 99 — 974

[C - 99/31162]

4 MAART 1999. — Decreet betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen op 12 februari 1999 en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient onder « gehandicapte » te worden verstaan : elkeen die voldoet aan de voorwaarden zoals vastgesteld in artikel 5 van dit besluit.

Onverminderd de samenwerkingsakkoorden met de andere bevoegde Gewesten of Gemeenschappen kan het College voor het recht op alle of een deel van de bepalingen van dit decreet voorwaarden opleggen betreffende het verblijf.

Art. 3. Ter bevordering van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces kunnen ze beroep doen op hulpverleners en adviseurs, dit geldt eveneens voor de centra, ondernemingen en diensten die hen opvangen.

De Franse Gemeenschapscommissie, hierna de Commissie genoemd, staat in voor de bevordering van de voorlichting van de gehandicapten en sensibiliseert de publieke opinie door elke nuttige informatie daartoe te verzamelen en te verspreiden.

Art. 4. Bij de toekenning van de krachtens dit decreet verleende financiële tegemoetkomingen wordt rekening gehouden met de andere tegemoetkomingen waarvan de gehandicapten, centra, ondernemingen en diensten die hen opvangen, zouden kunnen genieten krachtens andere wettelijke, decretales of reglementaire bepalingen die hetzelfde doel beogen.

Indien de cumulering van die tegemoetkomingen met de tegemoetkomingen die zijn toegekend krachtens dit decreet de werkelijk gedane uitgaven overstijgt, wordt het bedrag van de door de diensten van het College toegekende tegemoetkomingen met het verschuldigde bedrag verminderd.

Art. 5. De benaming « revalidatiecentrum », « dienst voor pedagogische begeleiding », « dienst voor begeleiding », « dienst voor dovenvertolking », « onderneming met aangepast werk », « dagcentrum » of « verblijfscentrum » wordt voorbehouden voor de centra, ondernemingen of diensten die overeenkomstig dit besluit zijn erkend.

De vermelding van de erkenning dient te zijn aangekondigd op een plaats die van buitenaf zichtbaar is en dient te zijn aangeduid op alle documenten, affiches en publicaties van het centrum, de onderneming of dienst.

HOOFDSTUK II. — De gehandicapten

Afdeling 1. — De toelating van de gehandicapten

Art. 6. Om te kunnen genieten van de bepalingen van dit decreet dient de gehandicapte te voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) een handicap vertonen als gevolg van een verminderde fysieke capaciteit met minstens 30 % of een verminderde mentale capaciteit met minstens 20 %. Onder handicap dient te worden verstaan : het sociale nadeel dat het gevolg is van een deficiëntie of een onbekwaamheid die het gewone gedrag met betrekking tot de leeftijd, sekse, sociale en culturele factoren beperkt of in de weg staat.

Indien een handicap duidelijk wordt vastgesteld zonder dat een van de voornoemde percentages is bereikt, kan de betrokkene evenwel genieten van de bepalingen van dit decreet, rekening houdend met de daadwerkelijke impact van de vastgestelde beperking.

De handicap wordt in aanmerking genomen op basis van een evaluatie uitgevoerd door een pluridisciplinaire equipe, die is ingesteld krachtens artikel 10 van dit decreet.

Er kan een tweede evaluatie plaatsvinden.

Deze evaluatie kan steunen op gegevens van pluridisciplinaire onderzoeken die tevoren zijn ingezameld om te kunnen genieten van andere federale, gewestelijke of gemeenschapsbepalingen ten gunste van de gehandicapten;

b) nog geen 65 jaar zijn op het tijdstip van de aanvraag om toelating;

c) van Belgische nationaliteit zijn of het erkend statuut van staatloze of vluchteling hebben of werknemer zijn van een lidstaat van de Europese Gemeenschap, of eraan gelijkgesteld zijn krachtens het internationale recht.

Diegene die niet voldoet aan de nationaliteitsvoorwaarden kan niettemin genieten van de prestaties waarin dit decreet voorziet in zoverre hij kan rechtvaardigen dat hij gedurende een periode van vijf jaar op wettige wijze en ononderbroken in België woonachtig is geweest voordat zijn aanvraag om toelating werd ingediend.

De wettige en ononderbroken verblijfsperiode is niet vereist voor de echtgenoot of samenwonende partner of de ouder ten laste van een persoon die een vereiste verblijfsduur rechtvaardigt of die deze niet dient te rechtvaardigen.

Art. 7. Het College kan de toepassing van dit decreet uitbreiden tot andere categorieën van gehandicapten door af te wijken van de voorwaarden vermeld onder lid b) en c) van artikel 6 van dit decreet.

Art. 8. De aanvraag om toelating van de gehandicapte, die door hem, zijn wettelijke vertegenwoordiger of de jeugdrechter is ondertekend, dient te worden opgemaakt op een formulier conform het model zoals vastgesteld door de Diensten van het College.

Deze aanvraag omvat een medisch formulier met een omschrijving van de deficiëntie en de gevolgen ervan in termen van onbekwaamheid en handicap. Dit formulier wordt aangevuld door een geneesheer die gekozen is door de aanvrager.

Art. 9. De Diensten van het College sturen de aanvrager een ontvangstbewijs binnen de tien dagen die volgen op de indiening van de aanvraag. Tezelfdertijd vragen de Diensten van het College de gemeentebesturen om de inlichtingen die nodig zijn voor de behandeling van de aanvraag met het oog op de controle van de voorwaarden inzake leeftijd, nationaliteit en verblijf in België.

De Diensten van het College verzoeken de aanvrager om alle gegevens die nodig zijn voor de behandeling van de aanvraag.

Art. 10. Om uitspraak te doen over de toelatingsaanvraag van de gehandicapte richt het College bij zijn Diensten een orgaan op dat is samengesteld uit drie ambtenaren van niveau 1 : één ambtenaar die gemachtigd is de titel van psycholoog te dragen, één ambtenaar met de titel van doctor in de geneeskunde, heelkunde en verloskunde en één ambtenaar die aangesteld is bij de Dienst om de toelatingsaanvragen van de gehandicapten te verwerken. Dit orgaan wordt de « pluridisciplinaire equipe » genoemd en beslist collegiaal.

Het College kan zo nodig meerdere pluridisciplinaire equipes instellen.

Art. 11. Wanneer de pluridisciplinaire equipe niet over alle gegevens beschikt om te kunnen beslissen, verzoekt ze de aanvrager om zich te laten onderzoeken door :

— hetzij een geneesheer die erkend is als specialist en die door de aanvrager vrij gekozen is;

— hetzij een erkende psycholoog die de aanvrager kiest uit een lijst die wordt bijgehouden door het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen.

Het College bepaalt de erkenningsvoorwaarden waaraan de psychologen dienen te voldoen.

De Diensten van het College dienen de aanvrager ervan in kennis te stellen dat zijn aanvraag volledig is.

Art. 12. Binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat vanaf het tijdstip dat ze beschikt over de nodige gegevens, doet de pluridisciplinaire equipe uitspraak over de toelating van de gehandicapte. Hij wordt in kennis gesteld van de beslissing bij een ter post aangetekende brief. Deze kennisgeving vermeldt de toelatingsdatum, die niet mag dateren van voor de datum van de ontvangst van de aanvraag.

Art. 13. De uitgaven voor de uitvoering van de onderzoeken zoals voorzien in artikel 11 van dit decreet, worden terugbetaald binnen de perken en volgens de nadere regelen die door het College zijn vastgesteld. Van de gehandicapte mag geen tegemoetkoming in de kosten van deze onderzoeken worden gevraagd.

Afdeling 2. — Het globaal proces inzake sociale integratie van de gehandicapten
en hun inschakeling in het arbeidsproces

Art. 14. Een gehandicapte die kan genieten van de bepalingen van dit decreet kan een aanvraag om bijstand, tegemoetkoming of advies indienen. Deze wordt ondertekend door de gehandicapte, diens wettelijke vertegenwoordiger of de jeugdrechter.

De Diensten van het College vragen aan de aanvrager alle gegevens die nodig zijn voor de behandeling van diens aanvraag. Ze brengen de aanvrager tevens op de hoogte van de mogelijkheid om zich te laten bijstaan door mensen naar keuze.

De pluridisciplinaire equipe zoals bedoeld in artikel 10 van dit decreet, is bevoegd om uitspraak te doen over deze aanvraag. Ze neemt haar beslissing collegiaal in overleg met de gehandicapte. Op diens verzoek kan hij of zijn wettelijke vertegenwoordiger de vergadering bijwonen tijdens welke het globaal proces wordt vastgesteld.

De gehandicapte en de pluridisciplinaire equipe kunnen eender wie uitnodigen om deze vergadering bij te wonen.

Art. 15. De beslissing van de pluridisciplinaire equipe bepaalt, vervolgdigt of wijzigt het globaal proces inzake sociale integratie van de gehandicapte en zijn inschakeling in het arbeidsproces, hierna het proces genoemd.

Dit proces bepaalt de bijstand en tegemoetkomingen die aan de gehandicapte worden verleend en omvat adviezen ter bevordering van diens integratie in de samenleving, rekening houdend met zijn aanvraag, capaciteiten en behoeften.

Art. 16. Het proces kan betrekking hebben op :

1° elke vorm van individuele bijstand zoals bedoeld in Onderafdeling één van Afdeling III van Hoofdstuk II;

2° de beroepsopleiding;

3° inschakeling in het arbeidsproces;

4° begeleiding en vroegtijdige bijstand;

5° dagopvang;

6° verblijf.

Art. 17. In het raam van haar beslissing kan de pluridisciplinaire equipe de gehandicapte verzoeken een onderzoek te ondergaan dat verricht wordt door een centrum voor beroepskeuzevoorlichting dat door het College is erkend.

De gehandicapte kiest vrij het centrum waar hij zich wil aanbieden.

Van de gehandicapte mag geen enkele tegemoetkoming in de kosten van dit onderzoek worden gevraagd.

Art. 18. De centra voor beroepskeuzevoorlichting die zijn erkend door het College dienen de pluridisciplinaire equipe, op haar verzoek, een medische, psychologische, pedagogische en sociale balans van de gehandicapte te geven met voorstellen over de geschikte maatregelen voor de bevordering van diens sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 19. Het College bepaalt de inhoud van het onderzoek inzake beroepskeuzevoorlichting, de bedragen en de nadere regelen voor de terugbetaling ervan.

Art. 20. De centra voor beroepskeuzevoorlichting die zijn erkend door het College zijn hetzij opgericht in de vorm van een vzw of binnen een vzw, hetzij ingericht door de Commissie of een universiteit.

Het College bepaalt de voorwaarden en procedures inzake erkenning, hernieuwing, weigering en intrekking van de erkenning van de centra voor beroepskeuzevoorlichting.

Art. 21. De beslissing tot bepaling, vervollediging of wijziging van het proces wordt genomen binnen de dertig dagen vanaf de dag dat de pluridisciplinaire equipe beschikt over de nodige gegevens. De Diensten van het College dienen de aanvrager in kennis te stellen van het feit dat zijn aanvraag volledig is.

Ze bepaalt de aanvangsdatum van de toekenning van de prestatie, die niet mag vallen vóór de dag waarop de gehandicapte geniet van de bepalingen van dit decreet.

Van deze beslissing wordt bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven binnen de vijftien dagen aan de gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger. Desgevallend vermeldt ze :

1° de aard, het aantal en de duur van de prestaties waarvoor een tegemoetkoming wordt toegekend;

2° de categorie van de handicap bedoeld in artikel 3, 7°, van het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

3° het bedrag van de toegekende tegemoetkoming;

4° de financiële bijdrage van de gehandicapte.

Art. 22. De Diensten van het College zien samen met de gehandicapte toe op de verwezenlijking en opvolging van het proces.

Art. 23. Het College bepaalt de bijzondere voorwaarden en regels voor de toelating tot en opmaak van het proces.

Afdeling 3. — De maatregelen en tegemoetkomingen ten gunste van de gehandicapten

Onderafdeling 1. — De sociale integratie

Art. 24. Ter bevordering van de sociale integratie van de gehandicapten bepaalt het College de voorwaarden voor de tegemoetkoming :

1° in de verplaatsingskosten op voorwaarde dat de gehandicapte als gevolg van zijn deficiëntie onbekwaam is zelfstandig gebruik te maken van het openbaar vervoer;

2° in de kosten voor materiële bijstand, pedagogische bijstand, hulpmiddelen bij de communicatie, roerende en onroerende voorzieningen en elke andere vorm van individuele bijstand die noodzakelijk is voor de integratie van de gehandicapte.

Het College bepaalt de maximumbedragen van de tegemoetkoming voor elke vorm van bijstand alsook de nadere regelen inzake de tegemoetkoming vanwege zijn diensten.

Het bepaalt de voorwaarden inzake sociale integratie waaraan de gehandicapte dient te voldoen om te kunnen genieten van de tegemoetkomingen die zijn vermeld in artikel 24, 2°, van dit decreet.

Art. 25. Deze tegemoetkomingen worden enkel toegekend aan de gehandicapte om de kosten te dekken die onontbeerlijk zijn voor zijn integratie.

Deze kosten dienen meeruitgaven te zijn ten opzichte van de uitgaven die een valide persoon in dezelfde omstandigheden maakt.

Onderafdeling 2. — De inschakeling in het arbeidsproces

Art. 26. Ter bevordering van de inschakeling van de gehandicapten in het arbeidsproces bepaalt het College de voorwaarden en de nadere regels die zijn diensten de mogelijkheid geven om over te gaan tot :

1° de erkenning van een overeenkomst voor beroepsaanpassing tussen de gehandicapte of diens wettelijke vertegenwoordiger en een werkgever;

2° de toekenning van een « inschakelingspremie » aan de werkgever, dit is een tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten van de gehandicapte werknemer om het rendementsverlies te compenseren;

3° de toekenning van een « vestigingspremie » aan de gehandicapte die zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vestigt als zelfstandige of die zijn activiteiten als zelfstandige hervat na een onderbreking veroorzaakt door een ongeval of ziekte of die zijn beroepsactiviteit wil behouden die door zijn deficiëntie in het gedrang is gebracht en wiens rendementsverlies dient te worden gecompenseerd;

4° de toekenning aan de werkgever van een tegemoetkoming in de kosten voor de aanpassing van de arbeidspost omwille van de deficiëntie van de werknemer om hetzij een gehandicapte aan te werven, hetzij de toegang van de werknemer tot een functie die beter aangepast is aan zijn bekwaamheden te bevorderen, hetzij een persoon die gehandicapt is geworden te behouden;

5° de mogelijkheid tot de aanwerving in een onderneming met aangepast werk zoals bepaald in onderafdeling IV van hoofdstuk III van dit decreet.

Art. 27. De overeenkomst voor beroepsaanpassing omvat :

1° de identiteit en woonplaats van de partijen;

2° de aanvangsdatum van de overeenkomst en de duur ervan;

3° het voorwerp van de overeenkomst;

4° de aard en de fasen van de beroepsaanpassing zoals overeengekomen tussen de gehandicapte, de werkgever en de vertegenwoordiger van de Diensten van het College;

5° de respectieve plichten van de partijen;

6° de bepalingen betreffende de redenen van de opschorting en uitdoving van de overeenkomst.

Art. 28. De gehandicapte die een overeenkomst voor beroepsaanpassing heeft gesloten, krijgt een loon ten laste van de werkgever. De Diensten van het College betalen een deel van dit loon terug.

Het College bepaalt het bedrag ervan en stelt het model van de overeenkomst vast.

Art. 29. De beslissing over de toekenning van een inschakelingspremie bepaalt het percentage van de tegemoetkoming in het loon dat door de werkgever wordt betaald. Het is gelijk aan het objectieve rendementsverlies van de werknemer.

Art. 30. De beslissing over de toekenning van een vestigingspremie bepaalt de tegemoetkoming die gelijk is aan een percentage van het gemiddeld maandelijks minimuminkomen zoals gegarandeerd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 die gesloten is in de Nationale Arbeidsraad.

Art. 31. De beslissing inzake de aanpassing van een werkpost dekt alle werkelijk gedane uitgaven. Indien de aanpassing bestaat in de aankoop van materieel dat speciaal is aangepast aan de werknemer dekt de tegemoetkoming enkel het verschil tussen de kostprijs van dit soort materieel en het standaardmaterieel.

Art. 32. Het College bepaalt het minimumaantal gehandicapten dat in zijn diensten en in de instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie moet worden tewerkgesteld.

HOOFDSTUK III. — *De centra, ondernemingen en diensten die instaan voor de opvang van de gehandicapten*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 33. Indien de Diensten van het College een tegemoetkoming verlenen aan een centrum, onderneming of dienst die de gehandicapte opvangt met het oog op de uitvoering van het proces dat is opgesteld in overleg met een gehandicapte, dan beslist de pluridisciplinaire equipe over de toekenning van de tegemoetkoming.

Art. 34. De tegemoetkomingsaanvraag wordt ingediend door het centrum, de onderneming of de dienst.

De beslissing wordt genomen binnen de dertig dagen die volgen op de dag dat de pluridisciplinaire equipe beschikt over de nodige gegevens.

Ze geeft de aanvangsdatum van de toekenning van de tegemoetkoming, deze mag niet voorafgaan aan de datum vanaf welke de gehandicapte geniet van de bepalingen van dit decreet.

Van deze beslissing wordt binnen de vijftien dagen en bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven aan het centrum, de onderneming of de dienst. Desgevallend vermeldt ze de aard, het aantal en de duur van de prestaties waarvoor een tegemoetkoming is toegekend, het bedrag ervan alsook de financiële bijdrage die van de gehandicapte kan worden gevraagd.

Het College bepaalt de bijzondere modaliteiten voor het nemen van de beslissing.

De gehandicapte wordt ingelicht over deze beslissing.

Art. 35. Het College erkent de bijzondere centra, ondernemingen of diensten die de opdrachten moeten vervullen die niet worden vervuld door de gewone structuren.

De vrije keuze van de gehandicapte wordt alleszins gewaarborgd.

De centra, ondernemingen of diensten dienen voor eenieder toegankelijk te zijn, ongeacht de ideologische, filosofische, religieuze overtuiging of seksuele geaardheid, en mogen geen druk uitoefenen op de rechthebbenden.

Voor de inschrijving van de gehandicapten mag geenszins een tegenprestatie in speciën of in natura worden gevraagd.

Art. 36. Het College bepaalt de nadere regels voor de indiening en behandeling van de erkenningsaanvragen. Het bepaalt eveneens de regels en voorwaarden op basis waarvan de erkenning kan worden toegekend, verlengd, geweigerd, opgeschort of ingetrokken.

Het College kan een quotum vaststellen voor elk soort erkend centrum, onderneming of dienst.

De erkenning is beperkt in de tijd. Ze wordt verlengd met inachtneming van de aanvankelijke erkenningsvoorwaarden.

Art. 37. Voor elk soort erkend centrum, onderneming of dienst die zich specifiek richten tot de gehandicapten erkent het College afzonderlijk erkenningsnormen met betrekking tot :

1° de infrastructuur;

2° de organisatie en werking;

3° het aantal en het kwalificatieniveau van de personeelsleden en de navorming ervan;

4° het aantal en categorie van gehandicapten;

5° het beheer, boekhouding en betrekkingen die door het centrum, onderneming of dienst dienen te worden verwezenlijkt;

6° de betrekkingen tussen het centrum, de onderneming of dienst en de gehandicapte.

Art. 38. De erkende centra, ondernemingen of diensten kunnen subsidies krijgen onder de voorwaarden en volgens de nadere regels inzake toekenning en betaling die door het College zijn vastgesteld.

Afdeling 2. — De erkende centra, ondernemingen of diensten

Onderafdeling 1. — De revalidatiecentra

Art. 39. De door het College erkende revalidatiecentra zijn opgericht in de vorm van een vzw of binnen een vzw of ingericht door de Commissie; daarnaast dienen ze een overeenkomst te hebben gesloten met het Verzekeringscomité voor de geneeskundige verzorging opgericht bij het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, dat bevoegd is voor de tenlasteneming van de verstrekingskosten voor de revalidatie.

Wanneer ze zijn ingericht binnen een ziekenhuis dient dit te worden erkend door het College.

Wanneer ze zijn opgericht binnen een vzw of een ziekenhuis dient hun activiteiten onderscheiden te zijn van alle andere activiteiten van de vzw of het ziekenhuis, zowel op het vlak van de werknemers, het administratief beheer als de rekeningen.

Art. 40. De revalidatiecentra dienen de motorische, sensorische of psychische functies te verbeteren door gebruikmaking van specifieke medische en paramedische technieken voor elke categorie van gehandicapten. In dit raam bieden ze een globale tenlasteneming zowel op fysiek als psychologisch en sociaal vlak.

Art. 41. De revalidatiecentra ontvangen personeels-, werkings- en investeringssubsidies. Deze subsidies houden rekening met het paramedisch personeel dat belast is met de revalidatie, de gevolgde navorming, voorlichting van de gehandicapten en de vereiste uitrusting.

Onderafdeling 2. — De diensten voor pedagogische begeleiding

Art. 42. De door het College erkende diensten voor pedagogische begeleiding zijn opgericht in de vorm van een vzw of binnen een vzw of binnen een universiteit of zijn ingericht door de Commissie.

Art. 43. De diensten voor pedagogische begeleiding staan in voor :

- 1° de pedagogische omkadering van de gehandicapten die hogere studies volgen of een kwalificerende beroepsopleiding zoals bepaald door het College;
- 2° de psychopedagogische begeleiding van deze personen, met uitzondering van de therapeutische activiteiten;
- 3° voorlichting van het lerarenkorps, de andere studenten of stagiairs over de bijzondere behoeften van de gehandicapte;
- 4° de bemiddeling tussen de studenten of stagiairs en het omkaderingspersoneel.

Onderafdeling 3. — De diensten voor begeleiding

Art. 44. De door het College erkende diensten voor begeleiding zijn opgericht in de vorm van een vzw of binnen een vzw of ingericht door de commissie. Wanneer ze zijn opgericht binnen een vzw dienen hun activiteiten onderscheiden te zijn van alle andere activiteiten van de vzw, zowel op het vlak van de werknemers, het administratief beheer als de rekeningen.

Art. 45. Hun opdrachten zijn de volgende :

- 1° wanneer ze zeer jonge kinderen en hun naaste verwanten opvangen, soms zelfs vóór de geboorte, dienen ze vroegtijdige bijstand te leveren, dit is een educatieve, psychologische en sociale bijstand aan het kind en zijn naaste verwanten alsook technische bijstand door een gepersonaliseerde steun thuis en in de verschillende levenssferen;
- 2° wanneer ze een gehandicapt kind van leerplichtige leeftijd begeleiden dienen ze in te staan voor een vervolg op de vroegtijdige bijstand aan zeer jonge kinderen door stap voor stap de nadruk te leggen op de relatie kind-gezin-school en voor een omkadering van de schooltijd op psychologisch, karakterieel en relationeel vlak;
- 3° bij de begeleiding van een gehandicapte volwassene dienen ze deze te helpen bij het bewaren of verwerven van diens autonomie door een geïndividualiseerde bijstand bij de dagelijkse handelingen. Ze lichten de gehandicapte in over de diensten die voor hem nuttig kunnen zijn en begeleiden hem bij zijn contacten met deze diensten zonder hun evenwel te vervangen;
- 4° wanneer ze instaan voor de plaatsing in een gezin dienen ze de begeleiding, het zoeken en de selectie van de opvanggezinnen te zamen te organiseren.

Daarenboven sensibiliseren ook zij alle beroepsmensen en elkeen die in contact staat met de gehandicapte voor de handicap.

Art. 46. In afwijking van artikelen 6 tot 12 van dit decreet kunnen de diensten voor begeleiding gehandicapten opvangen die hun toelatingsaanvraag nog niet hebben ingediend. In dat geval stellen ze de gehandicapte voor de nodige stappen te ondernemen.

In het raam van de vroegtijdige bijstand worden deze stappen uitgesteld totdat de handicap van het kind kan worden vastgesteld.

Art. 47. In afwijking van artikel 33 van dit decreet is een beslissing van de pluridisciplinaire equipe niet verplicht om begeleiding te krijgen.

Art. 48. Artikelen 46 en 47 van dit decreet zijn niet van toepassing wanneer een dienst voor begeleiding instaat voor de plaatsing in een gezin.

Art. 49. De begeleidingsdiensten ontvangen personeels-, vormings-, werkings- en verplaatsingssubsidies alsook subsidies voor gepresteerde diensten. Deze subsidies houden rekening met de opdrachten van de dienst zoals bedoeld in artikel 45 van dit decreet en met het aantal begeleidde personen.

Wanneer ze instaan voor de plaatsing in een gezin wordt een bijkomende subsidie voor het opvanggezin toegekend.

Bovendien kunnen subsidies worden toegekend voor bepaalde opdrachten die verwant zijn aan de begeleiding.

Art. 50. Er wordt een financiële bijdrage gevraagd aan de gehandicapte. Het College stelt het bedrag ervan vast.

In het raam van de plaatsing in een gezin wordt deze bijdrage afgetrokken van de subsidies zoals voorzien in artikel 49 van dit decreet.

Onderafdeling 4. — De diensten voor dovenvertolking

Art. 51. De door het College erkende diensten voor dovenvertolking zijn opgericht in de vorm van een vzw of binnen een vzw of ingericht door de commissie.

Wanneer ze zijn opgericht binnen een vzw dienen hun activiteiten onderscheiden te zijn van alle andere activiteiten van de vzw, zowel op het vlak van de werknemers, het administratief beheer als de rekeningen.

Art. 52. De diensten voor dovenvertolking staan in voor :

- 1° de opmaak van een lijst van doventolken of iedere andere hulp bij de communicatie; de lijst wordt goedgekeurd door het College; enkel deze tolken worden erkend voor tolkenprestaties die door de Diensten van het College worden vergoed volgens de nadere regels en de voorwaarden die door het College zijn vastgesteld;
- 2° de opmaak van een overeenkomst met elke tolk die de doven een hoogstaande dienstverlening tegen een vaste prijs biedt;

- 3° de organisatie van de navorming van de tolken;
- 4° de bemiddeling tussen de doven en tolken;
- 5° de verwerking van de aanvragen van de doven om vertolking door een dispatching.

Art. 53. De diensten voor dovenvertolking ontvangen personeels- en werkingsubsidies.

Onderafdeling 5. — De ondernemingen met aangepast werk

Art. 54. De ondernemingen met aangepast werk zijn bij voorrang bestemd voor gehandicapten die genieten van de gewestelijke of gemeenschapsbepalingen inzake integratie en die, rekening houdend met hun beroeps capaciteiten, in staat zijn een beroepsactiviteit uit te voeren doch voorlopig of definitief niet in gewone werkomstandigheden.

Art. 55. Elke onderneming met aangepast werk is opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, geregeld bij de wet van 27 juni 1921 waarvan ze het enige maatschappelijk doel is.

Het College kan overgaan tot de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk die zijn opgericht in de vorm van een vereniging met een sociaal doel waarvan de statuten bepalen dat de partners geen enkele patrimoniale winst in de zin van de wet van 13 april 1995 beogen. Het College kan bijzondere voorwaarden opleggen voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk die in deze vorm zijn opgericht.

Art. 56. De ondernemingen met aangepast werk dienen in hoofdzaak :

- 1° de gehandicapte een nuttig en lonend werk te geven;
- 2° de gehandicapte de mogelijkheid te geven zich te vervolmaken op beroepsvlak en zijn kunde te valoriseren.

Art. 57. De gehandicapten die tewerkgesteld zijn in de ondernemingen met aangepast werk zijn aangeworven via een arbeidsovereenkomst of, indien gerechtvaardigd door de ernst van de handicap, via een overeenkomst voor beroepsaanpassing zoals bedoeld in artikelen 26 tot 28 van dit decreet.

Art. 58. De ondernemingen met aangepast werk zijn zodanig ingericht dat rekening wordt gehouden met de beroeps capaciteiten van elke gehandicapte die er tewerkgesteld is en dit door een passende verdeling van de taken en een aangepast tempo en werkomstandigheden.

Art. 59. De ondernemingen met aangepast werk ontvangen subsidies inzake :

- 1° investering;
- 2° omkadering, begeleiding en verloning van de gehandicapte werknemers.

Deze subsidies houden rekening met de beroeps capaciteiten van elke gehandicapte werknemer zoals bepaald door de Diensten van het College in overleg met de onderneming, alsook het aantal gehandicapte werknemers dat in de onderneming is toegelaten.

Onderafdeling 6. — De dagcentra

Art. 60. De door het College erkende dagcentra zijn opgericht in de vorm van een vzw of binnen een vzw of ingericht door de Commissie. Wanneer ze zijn opgericht binnen een vzw dienen hun activiteiten onderscheiden te zijn van alle andere activiteiten van de vzw, zowel op het vlak van de werknemers, het administratief beheer als de rekeningen.

Art. 61. De dagcentra dienen de gehandicapten overdag op te vangen (met inbegrip van de middagmaaltijd) en in te staan voor de medische, psychologische, paramedische, sociale en educatieve tenlasteneming zodat ze een zo groot mogelijke autonomie en een optimale integratie op sociaal en gezinsvlak verkrijgen of behouden.

De dagcentra staan in voor de opvang van hetzij al dan niet schoolplichtige minderjarige gehandicapten, hetzij meerderjarige gehandicapten die niet in staat zijn zich te integreren in een al dan niet aangepaste opleidings- of werkomgeving.

Art. 62. De dagcentra maken een collectief project op met de kenmerken, doelstellingen en de middelen die moeten worden ingezet om hun taken te vervullen.

Het College stelt de schets van dit project vast.

Art. 63. Er worden subsidies toegekend voor :

- 1° de werking;
- 2° de persoonlijke kosten;
- 3° het collectief vervoer;
- 4° het personeel;
- 5° de navorming van het personeel;
- 6° de infrastructuur.

Bij de vaststelling van deze subsidies wordt rekening gehouden met de handicap en het aantal personen dat wordt opgevangen.

Art. 64. Er wordt een financiële bijdrage vanwege de gehandicapte gevraagd. Het College stelt het bedrag ervan vast.

Deze bijdrage wordt afgetrokken van de subsidies die zijn voorzien in artikel 63 van dit decreet.

Onderafdeling 7. — De verblijfscentra

Art. 65. De door het College erkende verblijfscentra zijn opgericht in de vorm van een vzw of binnen een vzw of ingericht door de Commissie. Wanneer ze zijn opgericht binnen een vzw dienen hun activiteiten onderscheiden te zijn van alle andere activiteiten van de vzw, zowel op het vlak van de werknemers, het administratief beheer als de rekeningen.

Art. 66. De dagcentra staan in voor de opvang van gehandicapte kinderen en volwassenen 's nachts, met inbegrip van het ontbijt, alsook overdag wanneer de gewone dagactiviteiten niet zijn georganiseerd of de gehandicapte niet in staat is zich er te begeven.

Art. 67. Naast huisvesting, voeding en onderhoud bieden ze :

- 1° de gehandicapte kinderen een gezinsomgeving, een pedagogische, psychologische en sociale opvolging en leren ze hen de handelingen van het dagelijkse leven aan;

2° de volwassen gehandicapten een psycho-sociale en educatieve begeleiding, bijstand bij hun sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces en leren ze hen de handelingen van het dagelijkse leven aan, met inbegrip van de vrijetijdsbesteding;

3° in afwijking van 1° en 2° kunnen de centra een specifiek project voor de opvang van een kort of crisisverblijf indienen. Dit project wordt ter advies voorgelegd aan de Adviesraad.

Wanneer de gehandicapte niet wordt opgevangen in een dagcentrum of zich er niet naar kan begeven, dan kan het verblijfscentrum in de plaats treden van het dagcentrum voor wat de medische en paramedische tenlasteneming betreft.

Art. 68. De verblijfscentra maken een collectief project op met de kenmerken, doelstellingen en de middelen die moeten worden ingezet om hun taken te vervullen.

Het College stelt de schets van dit project vast.

Art. 69. Er worden subsidies toegekend voor :

- 1° de werking;
- 2° de persoonlijke kosten;
- 3° het personeel;
- 4° de navorming van het personeel;
- 5° de infrastructuur.

Bij de vaststelling van deze subsidies wordt rekening gehouden met de handicap en het aantal personen dat wordt opgevangen.

Art. 70. Er wordt een financiële bijdrage vanwege de gehandicapte gevraagd. Het College stelt het bedrag ervan vast.

Deze bijdrage wordt afgetrokken van de subsidies die zijn voorzien in artikel 69 van dit decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Beroep*

Art. 71. Onverminderd de bevoegdheid van de arbeidsrechtbanken kunnen de beslissingen die zijn genomen krachtens artikelen 12 en 21 van dit decreet worden herzien op aanvraag van de gehandicapte, die wordt ingediend binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing.

Deze procedure maakt het voorwerp uit van een nieuwe beslissing waarvan kennis wordt gegeven aan de gehandicapte.

Het College bepaalt de nadere regelen van deze procedure voor het nieuwe onderzoek.

HOOFDSTUK V. — *Toezicht*

Art. 72. Onverminderd de bevoegdheden van de officiers van de gerechtelijke politie, zien de door het College aangestelde ambtenaren toe op de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze leggen de eed af in deze hoedanigheid.

De ambtenaren kunnen bij de uitoefening van hun opdrachten :

- 1° overgaan tot eender welk onderzoek, controle, enquête en inzameling van de gegevens die ze nuttig achten :
 - a) door eenieder te ondervragen over eender welk feit dat nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;
 - b) door elk document op te vragen of op te zoeken dat nuttig is voor de vervulling van hun opdracht, het te kopiëren of mee te nemen tegen ontvangstbewijs.
- 2° processen-verbaal van bevinding op te maken die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs wordt geleverd. Een afschrift ervan wordt binnen de veertien dagen na de bevinding bezorgd aan de betrokkenen.

HOOFDSTUK VI. — *Strafrechtelijke bepalingen*

Art. 73. De werkgever, diens personeel of gevolmachtigden die een overtreding hebben begaan op de bepalingen van de besluiten, genomen tot uitvoering van dit decreet of die het toezicht dat is ingesteld krachtens dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan hebben tegengewerkt, worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een geldboete van 500 tot 1 000 frank of met een van beide.

Art. 74. Elk natuurlijk persoon dat, ook in de hoedanigheid van een orgaan of ondergeschikte van een rechtspersoon, een of meerdere van de volgende benamingen gebruikt : « revalidatiecentrum », « dienst voor pedagogisch begeleiding », « begeleidingsdienst », « dienst voor dovenvertolking », « onderneming met aangepast werk », « dagcentrum » en « verblijfscentrum » en dit in overtreding op artikel 5, wordt bestraft met een geldboete van 1 000 tot 3 000 frank.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 75. Worden opgeheven :

1° in de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten : artikel 17, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 december 1992, en artikel 18, gewijzigd bij het koninklijk besluit van nr. 27 van 29 juni 1967 en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 december 1992;

2° in het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 houdende de oprichting van een fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging van gehandicapten : artikel 1bis, ingevoegd bij decreet van de Franse Gemeenschap van 28 juli 1992, artikel 1ter, ingevoegd bij decreet van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1992, artikel 3, §§ 2 tot 7, gewijzigd bij bij decreet van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1992, artikelen 8, 9, 13, 14, 15, 16 en 17;

3° het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulp aan gehandicapte kinderen;

4° het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

5° het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 28 juli 1992 betreffende de diensten voor begeleiding van gehandicapte volwassenen;

6° in het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces : artikelen 1 tot 4, artikel 6, gewijzigd bij decreet van 23 januari 1997, artikelen 7, 8, 20, 21, 22, 23, 29, 30 en 31;

7° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 houdende de instelling van een recht op het tolken in gebarentaal voor doven;

8° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces;

9° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 februari 1997 betreffende de erkenning van een handicap, de inschrijving in een centrum of dienst voor gehandicapten en de aanvraag om tegemoetkoming vanwege de Franse Gemeenschapscommissie

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 76. De aanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn ingediend om te kunnen genieten van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, blijven geldig. Ze worden behandeld volgens de bepalingen van dit decreet.

De beslissingen van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces waarvan kennis is gegeven aan de gehandicapten vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven geldig.

Art. 77. De aanvragen om tenlasteneming in internaat, semi-internaat, home, dagcentrum of dienst voor gezinsplaatsing die zijn ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven geldig en worden behandeld volgens de bepalingen die van toepassing waren vóór deze datum.

De beslissingen om tenlasteneming in internaat, semi-internaat, home, dagcentrum of dienst voor gezinsplaatsing waarvan kennis is gegeven aan de gehandicapten vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven geldig.

Art. 78. De uitvoeringsbesluiten en de reglementaire beslissingen die zijn aangenomen krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en van het decreet van de Commissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces, blijven geldig tot op het tijdstip dat ze door het College worden gewijzigd of opgeheven.

Art. 79. De uitvoeringsbesluiten die zijn genomen krachtens het koninklijk besluit nr.81 van 10 november 1967 houdende de oprichting van een fonds voor medische, sociale en pedagogische verzorging en het decreet van de Commissie van 20 februari 1997 betreffende de erkenning van een handicap, de inschrijving in een centrum of dienst voor gehandicapten en de aanvraag om tegemoetkoming vanwege de Franse Gemeenschapscommissie, blijven geldig tot op het tijdstip dat ze door het College worden gewijzigd of opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 80. In het decreet van 18 december 1998 betreffende de oprichting van een dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van een beleid inzake de sociale en professionele integratie van de gehandicapten, wordt het woord « infrastructures » in artikel 2, 2e zin, aangevuld met de woorden « van de dagcentra en verblijfcentra ».

Art. 81. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1999.

Verkondigen dit decreet en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 maart 1999.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap
en het Waalse Gewest alsook met Internationale betrekkingen.

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Lid van het college, belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing,
Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Documenten van de Vergadering. — Ontwerpdecreet doc. 75 (1998-1999) nr. 1. — Verslag doc. 75. (1998-1999) nr. 2.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 12 februari 1999.